

La nouvelle stratégie humanitaire de la France face aux défis des crises multiples

Paris, le jeudi 22 mars – Aujourd’hui s’ouvre la 4^e Conférence nationale humanitaire à laquelle plus de 500 acteurs de l’aide humanitaire participent, sur l’invitation du ministère de l’Europe et des Affaires étrangères. L’occasion pour le ministre de dévoiler la nouvelle stratégie humanitaire de la France. Un programme bienvenu pour Coordination SUD mais mis à l’épreuve des nombreux défis des ONG sur le terrain.

Organisée tous les deux ans depuis 2012, la conférence nationale humanitaire permet aux nombreux acteurs de l’aide de soulever et proposer des réponses aux défis actuels de l’action humanitaire. Quatre thématiques sont à l’ordre du jour de la conférence 2018 : le financement de l’aide humanitaire, le droit international humanitaire (DIH), le lien urgence-développement et la localisation. Le ministre de l’Europe et des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian présentera la nouvelle stratégie humanitaire française pour la période 2018-2022.

Les crises humanitaires s’aggravent et se prolongent, comme cela sera rappelé par les ONG membres de Coordination SUD agissant en République démocratique du Congo, au Sahel, au Yémen, en Syrie ou en Birmanie, à l’occasion d’une conférence de presse. Le contexte politique et financier général se complexifie, rendant l’accès humanitaire plus ardu alors que les besoins augmentent. Selon l’ONU, en 2018, les conflits – en particulier, les crises prolongées – continueront de représenter la cause principale des besoins humanitaires et 136 millions de personnes dans le monde auront besoin d’une assistance humanitaire et de protection.

Coordination SUD, qui a eu accès à l’avant-projet du texte de la stratégie, salue l’ambition de la France pour rester le pays promoteur et défenseur de l’humanitaire, malgré un contexte international tendu. Les ONG soulignent en particulier les engagements de la France pour la défense et le respect du droit international humanitaire, vital pour les populations civiles victimes des conflits et la promotion d’un accès libre et direct de celles-ci à l’aide humanitaire.

Pour Philippe Jahshan, président de Coordination SUD « *Il est vital que les principes humanitaires d’humanité, d’indépendance, de neutralité et d’impartialité soient respectés, promus et mis en œuvre et que l’accès à l’aide humanitaire se fasse sans entrave. L’aide humanitaire ne doit pas être prise en otage par des intérêts politiques ou militaires* ».

Au-delà de cette stratégie, les ONG attendent de la France des actes concrets et une action diplomatique forte pour régler les conflits et protéger les civils, en totale adéquation avec sa place et ses obligations internationales.

Coordination SUD, tout en reconnaissant des avancées pour rendre l’aide française plus efficace, appelle au renforcement de la coordination des actions sur le long-terme, notamment en s’assurant du lien urgence-développement.

« *La multiplication des catastrophes naturelles sous l’effet des changements climatiques et l’extension de la durée des crises politiques, sociales, économiques ou sécuritaires exigent une réponse concertée et coordonnée de tous les acteurs en présence, des humanitaires et du développement ainsi que des gouvernements et des acteurs militaires, dans le respect des mandats de chacun.* », complète Pauline Chetcuti, cheffe de file de la commission Humanitaire de Coordination SUD et responsable Plaidoyer humanitaire à Action contre la Faim.

Le président Macron s’est engagé à ce que l’aide publique au développement française atteigne 0,55 % de sa richesse nationale d’ici 2022, ce qui représente une augmentation d’environ six milliards d’euros sur cinq ans (soit 1,2 milliard par an). Ainsi le dernier Comité interministériel de la coopération internationale et du développement actait l’engagement gouvernemental d’un financement de l’action humanitaire à hauteur de 500 millions d’euros pour 2022. Pour Coordination SUD, il faut aller plus loin.

Pour Alain Boinet, administrateur de Coordination SUD pour la CHD et fondateur de Solidarités international : « Une part plus conséquente des moyens doivent être consacrés à l'action humanitaire pour atteindre à terme les 10 % de l'aide publique au développement, qui est dans la moyenne des pays de l'OCDE ».

Coordination SUD poursuivra son engagement pour un financement de l'aide humanitaire à hauteur des besoins, pour une pleine prise en compte du lien entre urgence et développement, pour le respect inconditionnel du droit international humanitaire et pour une aide au plus proche des populations.

Contact presse

Bénédicte Bimoko, bimoko@coordinationsud.org - Tél : 01 44 72 03 78 / 07 76 78 15 19

Coordination SUD – Solidarité Urgence Développement est la coordination nationale des ONG françaises de solidarité internationale. Fondée en 1994, elle rassemble aujourd'hui près de 170 ONG, adhérents directs ou au travers de six collectifs (Clong-Volontariat, Cnajep, Coordination humanitaire et développement, Crid, Forim, Groupe Initiatives), qui mènent des actions humanitaires d'urgence, d'aide au développement, de protection de l'environnement, de défense des droits humains auprès des populations défavorisées mais aussi des actions d'éducation à la solidarité internationale et de plaidoyer.